

Pièce jointe n°15

LES ELEMENTS PERMETTANT AU PREFET D'APPRECIER, S'IL Y A LIEU, LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES SUIVANTS : [9° DE L'ART. R. 512-46-4 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT]



BLANCHISSERIE 2000

**ZAC DE NAPOLLON
55 AVENUE DES TEMPLIERS
13400 AUBAGNE**

Laura PINSON laura.pinson@socotec.com +33.6.07.25.61.31	Cheffe de projet	Version n°3 Nombre de pages : 20
Jeanne VOIRY jeanne.voiry@socotec.com +33.6.18.18.29.03	Chargée d'affaires	Référence du rapport : E61B4/22/089

DATE DU RAPPORT : Octobre 2023

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale.

SOMMAIRE

1. ARTICULATION AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES MENTIONNES DANS LE CERFA 15679*02 (9° DE L'ART R.512-46-4 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)	3
2. LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) RHONE-MEDITERRANEE.....	4
2.1. ORIENTATIONS DU SDAGE.....	4
2.2. DISPOSITIONS INTERESSANT LE PROJET	5
3. PLANS DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS	16
3.1. LE PLAN NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS.....	16
3.2. LE PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS	16
4. LE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE	18
4.1. LE PPA DE L'AGGLOMERATION DES BOUCHES-DU-RHONE	18
4.2. LES OBJECTIFS DU PPA	18
4.3. LES COMMUNES CONCERNEES PAR LE PPA.....	18
4.4. LES MESURES DU PPA DES BOUCHES-DU-RHONE	19

1. ARTICULATION AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES MENTIONNES DANS LE CERFA 15679*02 (9° DE L'ART R.512-46-4 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

Schémas, plans et programmes de l'article R 512-46-4	Référence locale	Projet concerné ? C : Concerné – SO : sans objet
Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévus par les articles L. 212-1 et L. 212-2 ;	SDAGE Rhône-Méditerranée – Corse 2022-2027	C : Cf. partie 2
Schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévus par les articles L. 212-3 à L. 212-6 ;	-	SO : Absence de SAGE sur la commune d'Aubagne
Schéma régional des carrières prévu à l'article L.515-3	-	SO : Le site ne constitue pas une carrière
Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L.541-11 du code de l'environnement	Plan national de prévention des déchets	C : Le site minimisera au maximum sa production de déchet et favorisera le recyclage afin de diminuer son impact environnemental. Cf. partie 4
Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L.541-11-1 du code de l'environnement	-	SO : Les éventuels déchets d'autres catégories pouvant être générés par l'activité du site sont les déchets dangereux, ceux-ci sont intégrés dans le programme national de prévention des déchets. Cf. partie 4
Plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L.541-3 du code de l'environnement	PRPGD PACA 2019	C : Les activités du site prennent en compte la prévention des déchets. Cf. partie 4
Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R.211-80 du code de l'environnement	-	SO : Le site n'est pas une exploitation agricole.
Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R.211-80 du code de l'environnement	-	SO : Le site n'est pas une exploitation agricole.
Plan de Prévention de l'Atmosphère (PPA)	PPA des Bouches-du-Rhône <i>approuvé en 2022</i>	C : PPA des Bouches-du-Rhône.

2. LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) RHONE-MEDITERRANEE

2.1. Orientations du SDAGE

Source : eau Rhône-méditerranée

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 a été adopté le 18 mars 2022. C'est un document qui décrit les priorités de la politique de l'eau pour le bassin hydrographique et les objectifs à atteindre.

- Il définit les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
- Il fixe les objectifs de qualité et de quantité à atteindre pour chaque cours d'eau, plan d'eau, nappe souterraine, estuaire et secteur littoral ;
- Il détermine les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques.

La révision du SDAGE 2022-2027 a défini 9 orientations fondamentales (numérotées de 0 à 8), à savoir :

- 0- S'adapter aux effets du changement climatique
- 1- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- 2- Réduire la pollution organique et bactériologique
- 3- Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau
 - 3A - Mieux connaître et mieux appréhender les impacts sociaux et économiques
 - 3B - Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur
 - 3C - Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau
- 4- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux
 - 4A - Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau
 - 4B - Structurer la maîtrise d'ouvrage à échelle pertinente
 - 4C - Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau
- 5- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
 - 5A - Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle
 - 5B - Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
 - 5C - Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses
 - 5D - Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles
 - 5E - Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine
- 6- Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
 - 6A - Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques
 - 6B - Préserver, restaurer et gérer les zones humides
 - 6C - Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau
- 7- Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
 - 7A - Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire
 - 7B - Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau
 - 7C - Renforcer les outils de pilotage et de suivi

- 8- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

2.2. Dispositions intéressant le projet

Les orientations du SDAGE concernant le projet sont présentées ci-après, avec les mesures prises dans le projet conformément à ces orientations :

Orientations fondamentales du SDAGE	Dispositions	Mesures prises par le site
Orientation 0 : S'adapter aux effets du changement climatique	0-01 – Agir plus vite et plus fort face au changement climatique	La société a mis en place des nouvelles technologies afin de réduire au maximum sa consommation en eau, en investissant dans de nouveau process
	0-02 – Développer la prospective pour anticiper le changement climatique	
	0-03 – Éclairer la décision sur le recours aux aménagements nouveaux et infrastructures pour s'adapter au changement climatique	
	0-04 – Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces	
Orientation 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	1-01 – Impliquer tous les acteurs concernés dans la mise en œuvre des principes qui sous-tendent une politique de prévention	Sans objet.
	1-02 – Développer les analyses prospectives dans les documents de planification	
	1-03 – Orienter fortement les financements publics dans le domaine de l'eau vers les politiques de prévention	
	1-04 – Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale	
	1-05 – Impliquer les acteurs institutionnels du domaine de l'eau dans le développement de filières économiques privilégiant le principe de prévention	
	1-06 – Systématiser la prise en compte de la prévention dans les études d'évaluation des politiques publiques	
	1-07 – prendre en compte les objectifs du SDAGE dans les programmes des organismes de recherche	
Orientation 2 : Réduire la pollution organique et bactériologique	2-01 – Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser »	La société attache une grande importance à évaluer l'impact sur l'environnement de tout nouveau projet. Le parc de machines tout neuf permet une optimisation de la consommation d'eau par une réutilisation partielle de l'eau de rinçage pour le pré lavage.

Orientations fondamentales du SDAGE		Dispositions	Mesures prises par le site
		2-02 – Évaluer et suivre les impacts des projets	La société attache une grande importance à évaluer l'impact sur l'environnement en cas de nouveau projet et à réduire ses impacts.
		2-03 – Contribuer à la mise en œuvre du principe de non dégradation via les SAGE et les contrats de milieu et de bassin versant	Absence de SAGE sur la zone étudiée.
		2-04 – Sensibiliser les maîtres d'ouvrages en amont des procédures réglementaires sur les enjeux environnementaux à prendre en compte	Sans objet.
Orientation 3 : prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau	3A : Mieux connaître et mieux appréhender les impacts sociaux et économiques	3-01 – Mobiliser les données pertinentes pour mener les analyses économiques	Sans objet.
		3-02 – Prendre en compte les enjeux socio-économiques liés à la mise en œuvre du SDAGE	
		3-03 – Écouter et associer les territoires dans la construction des projets	
		3-04 – Développer les analyses économiques dans les programmes et projets	
	3B : Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur	3-05 – Ajuster le système tarifaire en fonction du niveau de récupération des coûts	Sans objet.
		3-06 – Développer l'évaluation des politiques de l'eau et des outils économiques incitatifs	Sans objet.
	3C : Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau	3-07 – Privilégier les financements efficaces, susceptibles d'engendrer des bénéfices et d'éviter certaines dépenses	Sans objet.
		4-01 – Développer la concertation multi-acteurs sur les bassins versants	

Orientations fondamentales du SDAGE		Dispositions	Mesures prises par le site
Orientation 4 : Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	4A : Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau	4-02 – Intégrer les priorités du SDAGE dans les SAGE et les contrats de milieux de bassin versant	Sans objet.
		4-03 – Intégrer les priorités du SDAGE dans les PAPI et SLGRI et améliorer leur cohérence avec les SAGE et les contrats de milieux et de bassin versant	
		4-04 – Promouvoir des périmètres de SAGE et de contrats de milieux ou de bassin versant au plus proche terrain	
		4-05 – Mettre en place un SAGE sur les territoires pour lesquels cela est nécessaire à l'atteinte des objectifs du SDAGE	
		4-06 – Intégrer un volet mer dans les SAGE et les contrats de milieux côtiers	
		4-07 – Assurer la coordination au niveau supra bassin versant.	
	4B : Structurer la maîtrise d'ouvrage à échelle pertinente	4-08 – Assurer la gestion équilibrée des ressources en eau et la prévention des inondations par une maîtrise d'ouvrage structurée à l'échelle des bassins versants	Sans objet.
		4-09 – Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB	Sans objet.
		4-10 – Structurer la maîtrise d'ouvrage des services publics d'eau et d'assainissement à une échelle pertinente	
		4-11 – Assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	
	4C : Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau	4-12 – Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique	Sans objet.
		4-13 – Associer les acteurs de l'eau à l'élaboration des projets d'aménagement du territoire	
		4-14 – Assurer la cohérence des financements des projets de développement territorial avec le principe de gestion équilibrée des milieux aquatiques	
		4-15 – Organiser les usages maritimes en protégeant les secteurs fragiles	

Orientations fondamentales du SDAGE		Dispositions	Mesures prises par le site
Orientation 5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	5A-01 – Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux	Les eaux pluviales sont envoyées gravitairement vers le réseau d'assainissement collectif. L'activité nécessite une demande de déclaration au titre de la loi sur l'eau pour l'exploitation de ses forages. Une convention de rejet est également établie pour le rejet des eaux industrielles. Des analyses régulières sont réalisées sur les eaux rejetées.
		5A-02 – Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible »	Système de traçabilité et de rapport via l'outil ABACUS.
		5A-03 – Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine	Les eaux de ruissellement sont envoyées gravitairement vers le réseau d'assainissement collectif.
		5A-04 – Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	Sans objet – Absence d'agrandissement sur le site.
		5A-05 – Adapter les dispositifs en milieu rural confortant les services d'assistance technique	Sans objet.
		5A-06 – Établir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE	
		5A-07 – Réduire les pollutions en milieu marin	
	5B : Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	5B-01 – Anticiper pour assurer la non dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation	Absence de rejets riches en phosphore et en nitrate. Les rejets sont conformes aux normes établies dans la convention de déversement pour les nitrates et le phosphore.
		5B-02 – Restaurer les milieux dégradés en agissant de façon coordonnée à l'échelle du bassin versant	Absence de milieux dégradés
		5B-03 – Réduire les apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation	Absence de rejets riches en phosphore et en azote. Les rejets sont conformes aux normes établies dans la convention de déversement pour l'azote et le phosphore.
		5C-04 – Engager des actions de restauration physique des milieux et d'amélioration de l'hydrologie	Sans objet.

Orientations fondamentales du SDAGE		Dispositions	Mesures prises par le site
	5C : Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	5C-01 – Décliner les objectifs de réduction nationaux des émissions de substances au niveau du bassin	L'activité n'est pas assujettie aux campagnes de recherche des substances dangereuses dans l'eau. Les rejets sont conformes aux normes établies dans la convention de déversement.
		5C-02 – Développer des approches territoriales pour réduire les émissions de substances dangereuses et le niveau d'imprégnation des milieux	Sans objet.
		5C-03 – Réduire les pollutions que concentrent les agglomérations	
		5C-04 – Conforter et appliquer les règles d'une gestion précautionneuse des travaux sur les sédiments aquatiques contaminés	
		5C-05 – Maitriser et réduire l'impact des pollutions historiques	Absence de pollutions historiques sur le site.
		5C-06 – Intégrer la problématique « substances dangereuses » dans le cadre des SAGE et des dispositifs contractuels	La société n'est pas assujettie aux campagnes de recherche des substances dangereuses dans l'eau.
		5C-07 – Valoriser les connaissances acquises et assurer une veille scientifique sur les pollutions émergentes pour guider l'action et évaluer les progrès accomplis	Sans objet.
	5D : Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	5D-01 – Encourager les filières économiques favorisant les techniques de production pas ou peu polluantes	Absence d'utilisation de pesticides
		5D-02 – Favoriser l'adoption des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement en mobilisant les acteurs et outils financiers	Sans objet.
		5D-03 – Instaurer une réglementation locale concernant l'utilisation des pesticides sur les secteurs à enjeux	Absence d'utilisation de pesticides
		5D-04 – Engager des actions en zones non agricoles	Absence d'utilisation de pesticides
		5D-05 – Réduire les flux de pollutions par les pesticides à la mer Méditerranée et aux milieux lagunaires	Absence d'utilisation de pesticides
	5E : Évaluer, prévenir et maitriser les risques pour la santé humaine	5E-01 – Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable	Le site n'est pas localisé dans un périmètre de protection des captages en eau potable. L'activité nécessite une demande de déclaration au titre de la loi sur l'eau pour l'exploitation de ses forages.

Orientations fondamentales du SDAGE		Dispositions	Mesures prises par le site
			L'eau prélevée dans les forages n'est pas destinée à la consommation humaine.
		5E-02 – Délimiter les aires de captage d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et restaurer leur qualité	L'activité nécessite une demande de déclaration au titre de la loi sur l'eau pour l'exploitation de ses forages. L'eau prélevée dans les forages n'est pas destinée à la consommation humaine. Le site se situe en dehors des périmètres de protection des captages d'eau de surface, pollués par les nitrates et les pesticides.
		5E-03 – Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable	Le site n'est pas localisé dans un périmètre de protection des captages en eau potable.
		5E-04 – Restaurer la qualité des captages d'eau potable pollués par les nitrates par des zones d'actions renforcées	Le site n'est pas localisé dans un périmètre de protection des captages en eau potable.
		5E-05 – Réduire les pollutions du bassin versant pour atteindre les objectifs de qualité	Les eaux de ruissellement sont envoyées gravitairement vers le réseau d'assainissement collectif. Les eaux pluviales non polluées s'infiltrant via les zones enherbées du site. Une convention de rejet est également établie pour le rejet des eaux industrielles. Des analyses régulières sont réalisées sur les eaux rejetées. Système de traçabilité et de rapport via l'outil ABACUS.
		5E-06 – Prévenir les risques sanitaires de pollutions accidentelles dans les territoires vulnérables	L'ensemble des produits liquides stockés sur le site seront sur rétention après les travaux en février 2023. Présence de produits absorbants sur site pour faire face aux petites pollutions accidentelles.
		5E-07 – Porter un diagnostic sur les effets des substances sur l'environnement et la santé	Sans objet.
		5E-08 – Réduire l'exposition des populations aux pollutions	

Orientations fondamentales du SDAGE		Dispositions	Mesures prises par le site
Orientation 6 : Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides	6A : Agir sur la morphologie et le découloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	6A-00 – Préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides avec une approche intégrée, en ciblant les solutions les plus efficaces	Sans objet.
		6A-01 – Définir les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides, littoraux et eaux souterraines	
		6A-02 – Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques	
		6A-03 – Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants	Sans objet – Absence d'impact sur les réservoirs biologiques
		6A-04 – Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves	Sans objet.
		6A-05 – Restaurer la continuité écologique des milieux aquatiques	
		6A-06 – Poursuivre la reconquête des axes de vie des poissons migrateurs amphihalins et consolider le réseau de suivi des populations	Sans objet – Absence d'impact sur les poissons
		6A-07 – Mettre en œuvre une politique de gestion des sédiments	Sans objet – Absence d'impact sur les sédiments
		6A-08 – Restaurer les milieux aquatiques en ciblant les actions les plus efficaces et en intégrant les dimensions économiques et sociologiques	Sans objet.
		6A-09 – Évaluer l'impact à long terme des pressions et des actions de restauration sur l'hydromorphologie des milieux aquatiques	Sans objet – Absence de modifications hydromorphologiques.
		6A-10 – Réduire les impacts des écluses sur les cours d'eau pour une gestion durable des milieux des espèces	Sans objet.
		6A-11 – Améliorer ou développer la gestion coordonnée des ouvrages à l'échelle des bassins versants	
		6A-12 – Maitriser les impacts des nouveaux ouvrages	Sans objet – Absence de nouveaux ouvrages
		6A-13 – Assurer la compatibilité des pratiques d'entretien des milieux aquatique et d'extraction en lit majeur avec les objectifs environnementaux	Sans objet – Absence d'extraction en lit majeur
		6A-14 – Maitriser les impacts cumulés dans plans d'eau	Sans objet – Absence de plans d'eau
		6A-15 – Formaliser et mettre en œuvre une gestion durable des plans d'eau	Sans objet – Absence de plans d'eau

Orientations fondamentales du SDAGE		Dispositions	Mesures prises par le site
		6A-16 – Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux	Sans objet.
	6B : Préserver, restaurer et gérer les zones humides	6B-01 – Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en œuvre des plans de gestion stratégique des zones humides dans les territoires pertinents	Sans objet – Absence de zones humides.
		6B-02 – Mobiliser les documents de planification, les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides	
		6B-03 – Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets	
		6B-04 – Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance	
	6C : Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	6C-01 – Mettre en œuvre une gestion planifiée du patrimoine piscicole d'eau douce	Sans objet.
		6C-02 – Gérer les espèces autochtones en cohérence avec l'objectif de bon état des milieux	
		6C-03 – Organiser une gestion préventive et raisonnée des espèces exotiques envahissantes, adaptée à leur stade de colonisation et aux caractéristiques des milieux aquatiques et humides	
		6C-04 – Préserver le milieu marin méditerranéen de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes	Sans objet.
Orientation 7 : Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en	7A : Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en	7A-01 – Élaborer et mettre en œuvre les plans de gestion de la ressource en eau	Sans objet.
		7A-02 – Démultiplier les économies en d'eau	La société attache une grande importance à évaluer l'impact sur l'environnement de tout nouveau projet. Le parc de machines tout neuf permet une optimisation de la consommation d'eau par une réutilisation partielle de l'eau de rinçage pour le prélavage.

Orientations fondamentales du SDAGE		Dispositions	Mesures prises par le site
eau et en anticipant l'avenir	déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire	7A-03 – Recourir à des ressources de substitution dans le cadre de projets de territoire	Sans objet.
	7B : Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau	7B-04 – Anticiper face aux effets du changement climatique	Le parc de machines tout neuf permet une optimisation de la consommation d'eau par une réutilisation partielle de l'eau de rinçage pour le prélavage. Système de traçabilité et de rapport via l'outil ABACUS.
		7B-05 – Rendre compatible les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource	
		7B-06 – Mieux connaître et encadrer les prélèvements à usage domestique	
	7C : Renforcer les outils de pilotage et de suivi	7C-07 – S'assurer du retour à l'équilibre quantitatif en s'appuyant sur les principaux points de confluence du bassin et les points stratégiques de référence pour les eaux superficielles et souterraines	Sans objet.
		7C-08 – Développer le pilotage des actions de résorption des déséquilibres des périmètres de gestion	Sans objet.
		7C-09 – Renforcer la concertation locale en s'appuyant sur les instances de gouvernance de l'eau	Convention de rejets avec L'eau des collines (Société publique locale du pays d'Aubagne et de l'Etoile).
Orientation 8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	8-01 – Préserver les champs d'expansion des crues	Le site n'est pas localisé dans un champ d'expansion des crues.	
	8-02 – Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues	Sans objet.	
	8-03 – Éviter les remblais en zones inondables		
	8-04 – Limiter la création et la rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants		
	8-05 – Limiter le ruissellement à la source	Les eaux pluviales, industrielles et les eaux sanitaires usées sont envoyées vers le réseau d'assainissement collectif. Les eaux pluviales non polluées s'infiltrent dans les zones enherbées.	
	8-06 – Favoriser la rétention dynamique des écoulements	Sans objet.	
	8-07 – Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines	Entretien des espaces végétalisés.	

Orientations fondamentales du SDAGE	Dispositions	Mesures prises par le site
	8-08 – Préserver et améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire	Sans objet.
	8-09 – Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux	Sans objet – Absence de ripisylve.
	8-10 – Développer des stratégies de gestion des débits solides dans la zone exposées à des risques torrentiels	Sans objet.
	8-11 – Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion	
	8-12 – Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales des territoires exposés à un risque important d'érosion	

→ ***Le projet est considéré comme compatible avec les enjeux du SDAGE.***

3. PLANS DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

3.1. Le Plan national de prévention des déchets

Le plan national de prévention des déchets (PNPD), piloté par le ministère de la transition écologique, vise à fournir une vision d'ensemble des orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et les actions à mettre en œuvre.

Axe du Plan national de prévention des déchets	Mesures prises par le site
Axe 1 - Intégrer la prévention des déchets dès la conception des produits et des services	Sans objet.
Axe 2 - Allonger la durée d'usage des produits en favorisant leur entretien et leur réparation	Sans objet.
Axe 3 - Développer le réemploi et la réutilisation	Les déchets cartons, les déchets d'emballages plastiques et la ferraille sont repris par BRAZON pour valorisation. Les bidons de lessives sont consignés par la société CHRYSTEINS.
Axe 4 - Lutter contre le gaspillage et réduire les déchets	Présence de bennes séparatives et de poubelles de tri pour une meilleure valorisation des déchets.
Axe 5 - Engager les acteurs publics dans des démarches de prévention des déchets	Sans objet.

3.2. Le Plan Régional de prévention et de Gestion des déchets

Orientation du Plan régional de Prévention et de Gestion des Déchets	Mesures prises par le site
1. Définir des bassins de vie pour l'application des principes de proximité et d'autosuffisance appliqués de manière proportionnée aux flux de déchets concernés et intégrant une logique de solidarité régionale	Sans objet.
2. Décliner régionalement les objectifs nationaux dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement, en cohérence avec les contextes des bassins de vie.	Sans objet.
3. Créer un maillage d'unités de gestion de proximité à l'échelle des 4 bassins de vie et anticiper la disponibilité de surfaces foncières pour ces infrastructures/ équipements, et spécifiquement pour la valorisation des biodéchets et des déchets inertes.	Sans objet.
4. Favoriser la prévention et le recyclage matière, capter et orienter l'intégralité des flux de déchets issus de chantiers du BTP en 2025 vers des filières légales	Absence de déchets issus de chantiers du BTP sur le site.
5. Capter l'intégralité des flux de déchets dangereux en 2031 (déchets dangereux diffus)	Les bidons de produits lessiviels sont consignés par CHRYSTEINS. Les huiles usagées sont reprises par la société FAURE.
6. Mettre en adéquation les autorisations d'exploiter des unités de valorisation énergétique	Sans objet.

avec leur capacité technique disponible et les utiliser prioritairement pour les déchets ménagers et assimilés résiduels en 2025 et en 2031, en s'assurant de l'optimisation de leurs performances énergétiques, au fur et à mesure des demandes déposées en préfecture par les exploitants	
7. Introduire une dégressivité des capacités de stockage des Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux, dès l'entrée en vigueur de la planification régionale, en cohérence avec les besoins des territoires et disposer de capacités de stockage pour certains types de déchets (déchets ultimes issus d'aléas naturels ou techniques, sédiments et mâchefers non valorisables, alvéoles spécifiques,...), au fur et à mesure des demandes déposées en préfecture par les exploitants	Sans objet.
8. Disposer d'un maillage d'ISDND assurant l'application des principes de proximité et d'autosuffisance aux 4 bassins de vie, intégrant des unités de pré-traitement des déchets et limitant les risques de saturation	Sans objet.
9. Mettre en place une politique d'animation et d'accompagnement des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets afin d'assurer la coordination nécessaire à l'atteinte des objectifs du plan dans un souci de réduction des impacts environnementaux (logique de proximité, stratégies d'écologie Industrielles et Territoriale, limitation des impacts liés aux transports,...).	Sans objet.

4. LE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE

4.1. Le PPA de l'agglomération des Bouches-Du-Rhône

Après un premier PPA des Bouches-du-Rhône en 2007, la persistance des dépassements des valeurs limites en NO₂ et PM₁₀ a nécessité l'adoption d'un second PPA en 2013 pour la période 2013-2018 puis du présent PPA qui doit permettre de satisfaire définitivement cet objectif à l'horizon 2025. Le périmètre du PPA révisé a été recentré sur la ZAS d'Avignon pour définir un plan d'actions sur la zone en contentieux européen portant sur les particules PM₁₀.

Le nouveau périmètre du PPA des Bouches-du-Rhône intègre les collectivités suivantes :

- Métropole Aix-Marseille Provence
- Communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue -Montagnette
- Communauté de communes Vallée des Baux – Alpilles (à l'exception de la commune d'Eygalières)

Ce périmètre couvre donc bien l'ensemble des pôles urbains du département, les réseaux routiers et autoroutiers denses, les grands pôles industriels du territoire, les ports et aéroports ayant un impact important sur les émissions de polluants atmosphériques.

4.2. Les objectifs du PPA

Le PPA des Bouches-du-Rhône donne des objectifs :

- Plus aucune station fixe de surveillance dépassant la valeur limite en NO₂ à l'horizon 2022 (40µg/m³ en moyenne annuelle).
- Plus aucune population exposée à des dépassements de la valeur limite en NO₂ en 2025 (sur la base des modélisations réalisées par AtmoSud).

4.3. Les communes concernées par le PPA

Département des Bouches-du-Rhône :

AIX-EN-PROVENCE	CADOLIVE	FONTVIEILLE	LA PENNE-SUR-HUVEAUNE
ALLAUCH	CARNOUX-EN-PROVENCE	FOS-SUR-MER	LA ROQUE-D'ANTHERON
ALLEINS	CARRY-LE-ROUET	FUVEAU	LAMANON
ARLES	CASSIS	GARDANNE	LAMBESC
AUBAGNE	CEYRESTE	GEMENOS	LANÇON-PROVENCE
AUREILLE	CHARLEVAL	GIGNAC-LA-NERTHE	LE PUY-SAINTE-REPARADE
AURIOL	CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	GRANS	LE ROVE
AURONS	CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	ISTRES	LE THOLONET
BEAURECUEIL	CORNILLON-CONFoux	JOUQUES	LES BAUX-DE-PROVENCE
BELCODENE	COUDOUX	LA BARBEN	LES PENNES-MIRABEAU
BERRE-L'ÉTANG	CUGES-LES-PINS	LA BOUILLADISSE	MALLEMORT
BOUC-BEL-AIR	ÉGUILLES	LA CIOTAT	MARIGNANE
BOULBON	ENSUES-LA-REDONNE	LA DESTROUSSE	MARSEILLE
CABRIES	EYGUIERES	LA FARE-LES-OLIVIERS	MARTIGUES

4.4. Les mesures du PPA des Bouches-du-Rhône

Maritime		
Réduire les émissions à quai	1. Déployer les connexions électriques des navires à quai	Sans objet.
Réduire les émissions en mer	2. Étendre la mise en œuvre de la « Charte bleue » auprès de tous les armements de croisière	Sans objet.
	3. Mettre en place les conditions favorables pour l'avitaillement GNL des navires	
	4. Engager les acteurs du cabotage touristique dans la conversion de leur flotte	
Contrôler les émissions	5. Renforcer le contrôle de la mise en œuvre de l'annexe VI de la convention MARPOL et de la directive 2016/802 UE sur le secteur des navires à passagers	Sans objet.
Aérien		
Réduire les émissions au sol	6. Réviser l'arrêté ministériel de restrictions d'exploitation de l'aéroport Marseille Provence (prescription sur l'utilisation des APU)	Sans objet.
	7. Optimiser les phases de roulage via la sensibilisation des compagnies aériennes	
Réduire les émissions liées à l'exploitation du bâti	8. Améliorer la performance énergétique de la centrale de production chaud / froid	Sans objet.
Réduire les émissions liées à la desserte de l'aéroport	9. Amplifier l'amélioration de la desserte de l'aéroport par les transports en commun	Sans objet.
Transport terrestre		
Traiter les points noirs liés au trafic routier	10. Mettre en place une zone à faibles émissions mobilité dans le centre-ville élargi de Marseille	Sans objet.
	11. Définir les opportunités d'abaissement des vitesses sur autoroutes	
Densifier et améliorer les transports en commun	12. Développer l'offre de transports en commun	Sans objet.
	13. Améliorer le niveau de service des transports en commun : les voies dédiées aux bus sur autoroutes	
	14. Développer les infrastructures essentielles à l'utilisation des transports en commun	
Développer les alternatives à l'autosolisme et à la voiture individuelle	15. Augmenter la part du covoiturage	Sans objet.
	16. Densifier le réseau de véhicules en autopartage	
	17. Déployer le Plan Vélo	
	18. Accompagner le développement des solutions de micro-mobilités électriques	
Encourager la conversion des flottes vers des véhicules plus propres	19. Aider à la conversion des flottes grand public / professionnelles	Sans objet.
	20. Renouveler les flottes des opérateurs de transports publics	
	21. Développer le maillage de bornes de recharge (électrique) / stations (GNV) / bornes hydrogène	
Soutenir le report modal du transport routier de marchandises vers le rail	22. Créer les infrastructures visant au report modal vers le rail	Sans objet.
Soutenir la mise en œuvre des plans de mobilité	23. Accompagner la mise en œuvre des plans de mobilité des entreprises et des zones d'activités	Sans objet.
	24. Favoriser la constitution d'associations de ZA/ZI pour la mise en réseau sur les sujets qualité de l'air	
	25. Renforcer l'animation des ZA/ZI sur les alternatives : covoiturage, télétravail, coworking	

Contrôler les émissions des poids lourds	26. Lutter contre les fraudes à l'AD Blue	Sans objet.
Améliorer la connaissance	27. Mettre en place un observatoire partenarial de la mobilité	Sans objet.
Industrie		
Mettre en œuvre des actions de réduction des émissions de COV	28. Contrôler la mise en œuvre des actions de réduction des COV pour 14 sites industriels du pourtour de l'étang de Berre	Sans objet.
Mettre en œuvre des actions de réduction des émissions de particules fines	29. Mettre en œuvre le projet ODAS	Sans objet.
	30. Renforcer l'encadrement des carrières	
Encadrer encore plus strictement les émissions industrielles	31. Mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles dans les établissements IED	Sans objet.
Valoriser les émissions industrielles	32. Élaborer et mettre en route le projet VASCO 3, solution biologique de traitement des fumées	Sans objet.
Réduire les émissions liées à la consommation énergétique des sites industriels	33. Améliorer la performance énergétique des industries électro-intensives	Sans objet.
Améliorer les dispositifs de gestion des épisodes de pollution	34. Actualiser le dispositif STERNES et les arrêtés préfectoraux des sites industriels	Le site sera soumis à un arrêté préfectoral suite à sa demande d'Enregistrement sous la rubrique 2340.
Poursuivre la concertation autour de l'Étang de Berre	35. Poursuivre le projet REPONSES	Sans objet.
Bio masse – Agriculture		
Renforcer la communication / pédagogie / formation pour éviter le brûlage des déchets agricoles	36. Sensibiliser aux bonnes pratiques agricoles (projet AGR'AIR)	Sans objet.
Renforcer la communication / pédagogie / formation pour éviter le brûlage des déchets verts des particuliers	37. Accompagner les territoires pour une meilleure prévention du brûlage des déchets verts	Sans objet.
Développer la prévention et la valorisation matière de la biomasse	38. Développer la gestion autonome des déchets verts des habitants (programme prévention des déchets verts)	Sans objet.
	39. Accompagner le développement d'un pôle de valorisation locale de la paille de riz	
Réduire les émissions d'ammoniac du secteur agricole	40. Accompagner le développement de la filière méthanisation, pour une réduction de la volatilisation de l'ammoniac	Sans objet.
Faire évoluer la réglementation	41. Réviser l'arrêté préfectoral sur l'emploi du feu dans le département des Bouches-du-Rhône	Sans objet.
Résidentiel – Aménagement		
Prendre en compte la qualité de l'air dans les choix d'aménagement / d'urbanisme	42. Intégrer les enjeux «qualité de l'air» dans les projets	Sans objet.
	43. Renforcer, en lien avec la collectivité, la prise en compte de la qualité de l'air dans les documents d'urbanisme et les projets, en limitant l'exposition des populations dans les zones les plus exposée	
Réduire l'impact du chauffage	44. Déployer la plate-forme métropolitaine de rénovation énergétique, notamment sur les enjeux "chauffage"	Sans objet.
	45. Établir un répertoire des copropriétés les plus énergivores /polluantes	
	46. Élaborer et mettre en œuvre un Plan Chauffage au bois	
	47. Accélérer la mise en œuvre du Fond Air Bois	

Mobilisation des partenaires et des citoyens		
Mobiliser les partenaires sur la qualité de l'air	48. Animer localement les actions « qualité de l'air »	Sans objet.
Améliorer la connaissance	49. Déployer une surveillance «supra réglementaire» sur des polluants d'intérêt sanitaire (COV, PUF...) et sur des zones à enjeux (port / aéroport)	Sans objet.
	50. Améliorer les connaissances sur les PUF, la biosurveillance, et l'imprégnation humaine	
	51. Approfondir la connaissance des mécanismes locaux de production d'ozone et identifier les leviers de réduction les plus efficaces	
Mobiliser le public sur la qualité de l'air	52. Mettre en œuvre le projet DIAMS (Digital Alliance for Marseille Sustainability) : plateforme d'échange de données sur la qualité de l'air et programme d'engagement citoyen et d'entreprises	Sans objet.
	53. Développer les projets de sensibilisation associés aux «capteurs citoyens»	
	54. Poursuivre le déploiement de l'outil pédagogique «L'Air et Moi»	
	55. Développer les outils d'évaluation des impacts sanitaires	

→ **Le projet est compatible avec les dispositions du PPA des Bouches-du-Rhône.**